

# **ISRAËL: VERS LA FIN DE L'ÉTAT «JUIF»?...**

Vous pouvez lire ce qui suit. Il ne s'agit pas d'un texte antisémite ou antisioniste. Les *Juifs israéliens* s'en chargent. Ce qui suit et sera entre guillemets, est juste la collation de faits rapportés par la presse israélienne.

Connaissez-vous un seul pays où le chef des services secrets rappelleraient à l'ordre la classe politique de son pays? Non bien sûr, sauf si vous vous teniez au courant de ce qui se passe en Israël. Que dit-il?

*«Nous avons récemment constaté une grave augmentation et une radicalisation du discours violent et incitatif, en particulier sur les médias sociaux, ce discours peut être interprété par certains groupes ou individus comme autorisant des activités violentes et illégales et peut même conduire à des atteintes aux personnes. Il est de notre devoir de lancer un appel clair et décisif à la cessation immédiate des discours incitatifs et violents. La responsabilité de contenir le discours repose sur les épaules de chacun d'entre nous».*

Cet appel intervient à un moment très particulier, exceptionnel de la vie du pays, moment où se mêlent des événements religieux, guerriers et politiques.

## **Une passerelle s'effondre**

Le 30 avril 2021 des milliers de juifs orthodoxes intégristes dit «*Haredim*» se réunissent au Mont Meron, lieu sacré où se trouve la tombe d'un maître mystique juif du deuxième siècle de notre ère, Rabbi Shimon bar Yochai. C'est un pèlerinage annuel. Cette fois-ci, une passerelle s'effondre sous le poids des pèlerins. Il y aura 45 morts.

## **Un endroit sacré est envahi**

Le 10 mai 2021, des émeutes opposant de jeunes Palestiniens aux forces de police israéliennes ont lieu sur l'Esplanade du *Mont du Temple*. Cela fait suite aux pressions exercées par des groupes juifs d'extrême-droite pour expulser des Palestiniens de Cheikh Jarrah dans la vieille ville. À Gaza, le Hamas décide de soutenir les émeutiers en envoyant des nuées de fusées contre Israël. En riposte, l'armée israélienne bombarde Gaza. Dans les villes israéliennes où Juifs et Arabes vivaient dans une coexistence plus ou moins bien acceptée, des émeutes ont lieu, initiées pour beaucoup d'entre elles par des groupes de juifs intégristes. Le mythe d'un pays pacifié s'effondre. Une nouvelle guerre a lieu qui se termine par les victoires militaires israélienne et stratégique du Hamas. 83 morts palestiniens, 7 israéliens.

## **Un chef est remplacé**

Dimanche 13 juin 2021, un nouveau gouvernement est institué à Jérusalem. L'impopularité de Netanyahu et ses forçings permanents d'une part, et l'effritement des partis présents à la Knesset d'autre part, ont conduit à la fin de son règne dans des conditions particulières. Pour la première fois dans l'histoire du pays, un gouvernement, dirigé par un leader nationaliste de la droite dure, est élu par une majorité reposant sur le vote d'un parti arabe islamique, le Ra'am.

## **Et maintenant?**

Que devient un pays qui veut être juif avec un gouvernement qui n'existe que par la volonté d'un parti islamique et une opposition frénétique de juifs *haredim* et de Juifs fascistes? Un pays qui vient de gagner une guerre et de la perdre politiquement, dans une société fracturée? Le nouveau gouvernement va devoir faire face à plusieurs défis.

## La question religieuse

Il va tenter de mettre sur pied une commission d'enquête pour déterminer ce qui s'est passé au *Mont Meron* et chercher les responsabilités. Ce qui pourrait aller de soi dans n'importe quel autre pays est, en Israël, une quasi impossibilité tant les hommes en noir sont plus qu'hostiles à une telle intervention dans leurs affaires.

*«Depuis la catastrophe, plusieurs anciens chefs de la police ont décrit Meron comme une sorte d'installation extraterritoriale. Il était administré par plusieurs groupes ultra-orthodoxes [...] Le mont est contrôlé par toutes sortes de groupes étranges de rabbins et autres. L'échelon politique est tellement terrifié par eux qu'il est impossible d'imposer un contrôle approprié. [...] Les policiers n'avaient guère de prise sur la participation. Ils ne pouvaient que se préparer du mieux qu'ils pouvaient chaque année à ce que les foules de fidèles envahissent le site, et croiser les doigts».*

Il y a là tous les critères qui pourraient qualifier de mafieux les décideurs en noirs qui imposent au reste de la population une vision plus que rigoriste du judaïsme. Les *Haredim* sont la partie de la population du pays qui fut la plus hostile à toutes les mesures mises en place pour lutter contre le Covid. C'est en leur sein que l'on trouve les groupes d'activistes extrémistes que la presse israélienne, comme européenne, rechigne à qualifier de fascistes. Ces groupes sont au cœur des émeutes qui sont survenues dans les villes israéliennes ayant des populations mélangées. Ils sont aussi opposés à la présence de femmes au *Mur des lamentations* avec le saccage de leurs livres de prière et de leurs rouleaux de la *Thora*, ainsi qu'à leur présence dans les détachements militaires qui viennent les défendre.

Les plus déterminés parmi les membres du nouveau gouvernement désireraient rappeler à l'ordre ces groupes, revoir leur participation au service militaire en particulier. Tâche impossible pratiquement, tant les *Haredim* sont la marque d'un judaïsme immémorial et la justification de l'existence même d'un État juif.

### D'un État laïque à un État juif...

Il a fallu un débat houleux pour que le 19 juillet 2018 le Parlement israélien, la Knesset, adopte la loi litigieuse sur l'État-nation, qui pour la première fois consacre Israël comme *«le foyer national du peuple juif»* dans les *Lois Fondamentales*, qui ont une valeur quasi-constitutionnelle. Cela par 62 voix pour et 55 contre. Pour cela la pression des droites traditionnelles, extrêmes et religieuses, a été déterminante. *«Cependant, ses détracteurs estiment que la loi est discriminatoire contre les Arabes israéliens et les autres minorités».*

De fait si ce n'est de jure, cette loi instaure un apartheid qui ne dit pas son nom. Il y a désormais deux types de citoyens israéliens, les Juifs et les autres. C'est enfin la victoire de Jabotinsky, ce théoricien du sionisme radical qui déclarait en 1923: *«Cette colonisation ne peut, par conséquent, continuer et se développer que sous la protection d'une force indépendante de la population locale, un mur de fer infranchissable par la population indigène. Voici, in toto, notre politique pour les Arabes. La formuler autrement ne serait que de l'hypocrisie».* Un retour en arrière ne semble plus possible, puisque cette loi fait partie dorénavant des *Lois Fondamentales* qui servent de constitution. Pourtant, que faire de cette partie de la population qui n'est plus reconnue? Déjà une législation particulière est en train de voir le jour comme le montrent ces décisions prises à propos des maisons de Cheikh Jarrah.

Petit rappel des faits. Le 9 mai 2021 la Cour suprême reporte une audience à propos de ce qui suit: *«Plus de soixante-dix Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah vont être expulsés dans les semaines à venir, au profit d'Israéliens juifs de droite. Les Palestiniens vivent illégalement dans des maisons construites sur des terrains que les tribunaux ont jugé appartenir à des associations religieuses juives avant la création d'Israël en 1948».* La même décision concernant les maisons appartenant à des Arabes lors de la même période ouvrirait la porte au retour de ceux qui furent expulsés alors...

### Annexion ou absorption?

Reste la question irritante des Palestiniens. L'histoire montre que dès l'origine du sionisme la présence d'Arabes sur place était ignorée. Une solution demeure, celle scandée par des extrémistes juifs lors de la *«marche des drapeaux»* du 15 juin 2021 dans Jérusalem: *«Le peuple éternel ne craint pas un long chemin»*, ont chanté les manifestants, munis de drapeaux bleu et blanc. Des cris *«Mort aux Arabes»* ont percé de la foule.

La situation générale de cette bande de terre qui s'étend du Jourdain à la mer est de fait inextricable.

De bonnes âmes continuent à croire que la solution à deux États reste souhaitable, de l'ordre du possible. C'est ne pas prendre en compte tout à la fois la situation politique palestinienne et son fonctionnement économique. Officiellement, il y a à Ramallah une *Autorité palestinienne*, aux mains du *Fatah*, qui fait office de gouvernement local reconnu internationalement, et une enclave, Gaza, dirigée par un parti islamique, le *Hamas*. Le lecteur me permettra la réflexion suivante. Aux temps déjà bien anciens du siècle dernier, les partisans des communismes chinois et soviétique prétendaient que c'étaient alors des pays libérés du capitalisme et souhaitaient la même chose pour nos pays occidentaux. D'accord ou pas, la question n'est pas là. Gaza est-elle l'endroit où règne la justice et le bon vivre? Ceux qui partent en guerre ou en manifestation pour défendre cette enclave y perçoivent-ils les prémisses d'une société libérée ou juste un endroit martyr comme il y en a plein dans notre monde d'aujourd'hui? Régulièrement des annonces d'élections se font jour en Palestine, tout aussi régulièrement ces élections sont reportées. Ni le *Hamas* ni le *Fatah* ne veulent ni n'ont les moyens de se livrer à ce petit jeu avec les risques que cela comporterait. Il semble que d'autres voix se font entendre si on en croit cette tribune publiée sur le site *Orient XXI* qui pointe «*la convergence d'intérêts du Hamas et d'Israël pour tuer dans l'œuf la mobilisation populaire*» suite à l'affaire de Sheikh Jarrah.

La réalité économique montre une porosité indéniable entre Israéliens et Palestiniens. 100.000 de ces derniers seront vaccinés puisqu'ils travaillent de l'autre côté du mur. Des dizaines de milliers d'autres travaillent dans les colonies ou bien illégalement en Israël. Leurs salaires vont de 70 à 100 dollars par jour contre 20 à 30 dans les entreprises palestiniennes. Le nouveau Premier ministre a annoncé qu'il ferait de son mieux pour mettre en place des initiatives susceptibles d'améliorer l'existence des Palestiniens mais il ne propose rien en ce qui concerne un pouvoir palestinien, mains-d'œuvre israélienne plus palestinienne plus philippine, chinoise, ukrainienne ouvrent des possibilités de luttes de classe, peut être!

**Pierre SOMMERMEYER.**

-----